

Faire le point sur le cours d'ESH du mercredi 5 décembre 2018

A la fin de ce cours, je dois être capable de :

- Dire que certaines institutions sont favorables à la croissance alors que d'autres le sont moins ;
- Citer Daron Acemoglu et James A. Robinson pour leurs travaux sur les institutions (institutions inclusives versus institutions extractives) ;
- Montrer que les institutions inclusives sont celles qui permettent la prospérité, c'est-à-dire l'augmentation du bien-être matériel de tous ;
- Dire quelles sont les caractéristiques des institutions inclusives (protection des droits de propriété, contrôle du pouvoir politique, promotion de l'égalité des chances à travers les services publics et la politique de la concurrence qui permet de lutter contre les barrières à l'entrée) ;
- Dire que les institutions extractives sont celles qui font qu'une minorité d'individus captent les revenus de la société
- Dire quelles sont les caractéristiques des institutions extractives (i. absence ou mauvaise protection des droits de propriété, ii. des barrières à l'entrée sur les marchés ou une faiblesse des services publics qui empêchent l'égalité des chances, iii. faiblesse du contrôle du pouvoir politique qui permet aux puissants de s'opposer aux changements pourtant favorables à tous parce qu'il nuit à leur intérêt personnel)
- Distinguer les institutions économiques et les institutions politiques ;
- Définir une institution politique inclusive et une institution politique extractive ;
- Montrer qu'il faut transformer les institutions économiques extractives en institutions économiques inclusives pour assurer une croissance économique forte et durable ;
- Illustrer le rôle des institutions économiques inclusives dans la croissance avec la comparaison faite par D. North (PN 1993) entre la France et l'Espagne d'une part et l'Angleterre d'autre part ;
- Dire que la croissance économique fondée sur l'innovation génère une destruction créatrice qui augmente la taille du PIB mais modifie la répartition en faisant apparaître des gagnants (les AE qui entrent) et des perdants (les AE déjà installés) ;
- Montrer que les perdants potentiels vont s'opposer à l'innovation et aux changements (pourtant profitable à la société dans son ensemble) en essayant de mettre en place des barrières à l'entrée (institutions économiques extractives) ;
- Montrer que la croissance fondée sur l'innovation et la destruction créatrice nécessite des institutions politiques inclusives, c'est-à-dire un pouvoir politique suffisamment fort et centralisé pour empêcher les AE, mis en danger par l'innovation, d'ériger des barrières à l'entrée (institution économique inclusive : rôle de la politique de la concurrence qui cherche à lutter contre les abus de position dominante) mais aussi un pouvoir politique suffisamment pluraliste et contrôlé pour éviter la corruption et faire le choix de la mise en oeuvre d'institutions économiques qui profitent à tous, et pas seulement à certains (institutions économiques extractives) ;
- Illustrer le rôle fondamental des institutions politiques inclusives pour assurer la prospérité avec i. l'exemple de l'Angleterre (la Glorieuse Révolution qui a permis l'émergence de la Révolution industrielle) et ii. celui de la comparaison USA/Mexique (les institutions politiques davantage inclusives aux États-Unis engendrent un secteur bancaire bien plus concurrentiel aux USA qu'au Mexique – où des monopoles ont été accordés par le pouvoir politique à des proches – ; il en découle des taux d'intérêt beaucoup plus faibles aux États-Unis - où le pouvoir de marché est moindre – qui favorisent le développement économique – lire SVP le document 89 du polycopié)

Précision concernant le cours de ce jour

Nature des institutions politiques, barrières à l'entrée, rentes et prospérité

Daron Acemoglu et James A. Robinson, auteurs de *Prospérité, puissance et pauvreté Pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres*, éditions markus haller, 2015 utilisent souvent le terme de « rente » dans leur ouvrage. Par « **rente** », ils entendent une forme particulière de revenu, à savoir des revenus, souvent importants, perçus par des agents économiques protégés de la concurrence par des **barrières à l'entrée**.

En économie, les **barrières à l'entrée** désignent l'ensemble des obstacles qui empêchent de nouveaux acteurs de rentrer sur un marché. Ces barrières peuvent être structurelles (monopole naturel, activité avec des externalités de réseau, brevets, réglementation et protection de l'État, contraintes de financement, etc.), ou dépendre des stratégies des firmes (**abus de position dominante** – utiliser son pouvoir de marché pour affaiblir ses concurrents, les faire disparaître ou empêcher leur entrée sur le marché –, différenciation des produits, innovations, etc.).

Quand les **institutions politiques ne sont pas suffisamment inclusives** (i. pluralisme insuffisant et faible contrôle du pouvoir politique, ii. pouvoir politique insuffisamment centralisé et puissant), le pouvoir politique crée souvent des **barrières légales à l'entrée** pour favoriser l'intérêt particulier de certains (accord de monopole, réglementation favorable, licence, subvention, etc.) et ne lutte pas suffisamment contre les barrière stratégiques qui nuisent au bien-être collectif (abus de position dominante).

Cette **insuffisante pression concurrentielle accroît le pouvoir de marché de ceux qui bénéficient des barrières à l'entrée** : ils peuvent pratiquer des **prix plus élevés** que ceux qui s'établiraient en concurrence (=rente) et ils ne sont **pas incités à innover** ou à **améliorer la qualité du service**.

Le potentiel de croissance est donc négativement affecté et ce d'autant plus que les agents économiques **gâchent de l'énergie et des ressources à s'approprier les rentes**, ressources qui ne sont pas mobilisées pour stimuler l'activité productive.